

LIBAN-TPO: Une crise sanitaire latente menace les réfugiés palestiniens

JOHANNESBOURG, 10 octobre 2012 (IRIN) - De nouvelles études ont révélé un fléau sanitaire latent qui touche plus de 400 000 Palestiniens réfugiés au Liban.

La revue médicale britannique The Lancet a publié une [série de résumés](#) présentés lors d'une conférence de chercheurs en santé publique - la Lancet-Palestine Health Alliance - organisée à Beyrouth en mars 2012. Cette alliance a pour but de « renforcer et d'étendre les moyens dont disposent les scientifiques palestiniens pour étudier, rendre compte et agir pour la santé de leur peuple », a expliqué Richard Horton, le rédacteur en chef de The Lancet.

Si la majorité des recherches porte sur les effets négatifs en termes de santé physique et mentale de la vie dans le territoire palestinien occupé, plusieurs études examinent également la santé et le bien-être des Palestiniens vivant au Liban, pays qui accueille des réfugiés palestiniens depuis plus de 60 ans.

Conditions de vie précaires

Selon l'une de ces [études](#), menée par des chercheurs de l'université américaine de Beyrouth, « des lois discriminatoires et des décennies de marginalisation » ont laissé les Palestiniens réfugiés au Liban socialement, politiquement et économiquement défavorisés. Plus de la moitié d'entre eux vivent dans des camps en perpétuelle expansion démographique où « le système d'accès au logement, à l'eau, à l'électricité, au traitement des déchets et aux autres services est défectueux et contribue aux problèmes de santé ».

Quarante-deux pour cent des 2 500 ménages interrogés se trouvent dans des logements où l'eau s'infiltrerait par les murs ou la toiture, et 8 pour cent vivent dans des habitations construites avec des matériaux dangereux comme l'amiante.

Hoda Samra, porte-parole de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) au Liban a déclaré que beaucoup de réfugiés vivaient dans des abris sans aération ni fenêtre. Alors que près de 5 000 abris sont insalubres, l'agence a financé la rénovation de seulement 730 d'entre eux. Mme Samra a ajouté qu'il manquait aussi des fonds pour améliorer les infrastructures inadaptées dans quatre des 12 camps.

Les populations des camps ne cessent d'augmenter, ce qui n'est pas le cas de l'espace qui leur est attribué ; le surpeuplement qui en résulte a exacerbé les problèmes de santé publique.

« Certains de camps s'agrandissent verticalement, mais pas horizontalement », a affirmé Mme Samra, indiquant que beaucoup de logements ont été construits de manière incontrôlée, trop proches les uns des autres et sans véritables fondations.

L'étude a mis en évidence un lien direct entre les conditions de logement insalubres et les problèmes de santé chez les personnes interrogées ; 31 pour cent souffrent de maladie chronique et 24 pour cent ont développé des maladies aiguës au cours des six derniers mois.

Pauvreté et maladie

Les chercheurs ont également démontré le lien étroit entre pauvreté et problèmes de santé. Les réfugiés palestiniens qui vivent au Liban n'ont pas accès aux services sociaux, aux soins médicaux notamment, et ils n'ont pas le droit d'exercer une cinquantaine de métiers. L'UNRWA et l'Organisation internationale du travail ont fait pression auprès du gouvernement libanais pour assouplir les restrictions relatives à l'emploi, mais les [amendements](#) à la législation du travail adoptés en août 2010 et dont l'objectif était de permettre aux réfugiés d'obtenir des permis de travail, attendent toujours un décret d'application du ministère du Travail.

Selon une autre [étude](#) de la série The Lancet, également menée par les chercheurs de l'université de Beyrouth, 59 pour cent des ménages de réfugiés vivent sous le seuil de pauvreté national ; 63 pour cent ont signalé une certaine insécurité alimentaire, tandis que 13 pour cent ont souffert d'insécurité alimentaire sévère. Seuls les plus pauvres – près de 13 pour cent – peuvent recevoir des rations alimentaires et de petites subventions en espèces de l'UNRWA.

Combinée à des conditions de vie insalubres et à un sentiment de désespoir, la mauvaise alimentation engendre « toutes sortes de maladies », a déclaré Mme Samra. Mais, si les soins de santé primaire sont gratuits dans toutes les cliniques de l'UNRWA et que les patients envoyés dans les hôpitaux en contrat avec l'UNRWA sont soignés gratuitement, les soins spécialisés ne sont que partiellement pris en charge. Les réfugiés nécessitant un traitement coûteux ou devant être opérés doivent régler au moins la

moitié des factures par leurs propres moyens.

« C'est un gros, gros problème pour eux », a affirmé Mme Samra. « Ils sont souvent incapables de payer le reste des soins et doivent contracter des dettes qu'ils ne pourront pas rembourser ou simplement renoncer à l'opération ou au traitement ».

Elle a évoqué le cas d'un jeune de 18 ans qui a besoin d'une greffe de foie coûtant 95 000 dollars, une somme que ni lui, ni l'UNRWA ne peuvent avancer. « Nous ne pouvons pas couvrir cela. Nous essayons actuellement de solliciter des entreprises du secteur privé pour rassembler les fonds nécessaires ».

Besoin de soins de santé mentale

Le manque de services de soins de santé mentale est l'autre difficulté majeure. Une étude de l'UNRWA de 2009, également publiée dans *The Lancet*, a révélé que les troubles mentaux liés à des conditions de vie difficiles chroniques, à une instabilité politique à long terme, à la violence et à l'insécurité constituaient un problème de santé publique chez les réfugiés palestiniens vivant en Syrie, en Jordanie et au Liban. L'une des récentes études de l'université de Beyrouth a établi que 55 pour cent des personnes interrogées se trouvaient en état de « détresse psychologique ».

L'UNRWA peut simplement conseiller et orienter les réfugiés ayant besoin d'un soutien psychosocial vers des ONG comme Médecins Sans Frontières. « Nous mettons toujours en avant les projets de services de santé mentale auprès des bailleurs de fonds avec l'espoir qu'ils soient subventionnés ; il y a un réel besoin », a déclaré Mme Samra.

Comme l'a écrit le rédacteur en chef de *The Lancet*, M. Horton, « prises dans leur ensemble, ces données mettent en évidence la crise latente qui menace les réfugiés palestiniens dont les besoins de santé ont été cruellement négligés ».

ks/rz-fc/amz